

Città e contado nel Mezzogiorno tra Medioevo ed Età moderna, éd. Giovanni Vitolo, Salerne, Laveglia editore, 2005; 1 vol. in-8°, 350 p. (*Quaderni del Centro interuniversitario per la storia della città campana nel Medioevo*, 1). ISBN: 978-88-8877396488. Prix: € 20,00; *Città e vita cittadina nei paesi dell'area mediterranea. Secoli XI-XV*. Atti del Convegno Internazionale in onore di Salvatore Tramontana. Adrano-Bronte-Catania-Palermo, 18-22 novembre 2003, éd. Biagio Saitta, Rome, Viella, 2006; 1 vol. in-8°, 831 p. ISBN: 9788883341892. Prix: € 70,00.

di **Henri Bresc**

Deux ouvrages d'ensemble portent sur la ville méridionale italienne, le premier avec une forte problématique et une ensemble ferme de conclusions, qui suivent un texte de réflexion et dix monographies, et un second qui ne comprend pas moins de quarante communications, ordonnées autour de six thèmes (*problèmes et perspectives, structures urbaines, économie et société, institutions politiques et administratives, institutions ecclésiastiques et vie religieuse, culture*). Ce vaste panorama, au demeurant riche de réflexions et d'informations, se présente en effet comme un hommage, pour son départ à la retraite, à S. Tramontana, professeur à l'Université de Messine, et draine une bonne moitié de contributions sans rapport avec la ville et la vie urbaine. Le fil directeur du premier ouvrage, proposé par l'É., l'étude de la relation entre la ville et son territoire, permet néanmoins d'éclairer et de mettre en perspective l'essentiel des nombreux apports qu'offrent les deux ensembles.

Le problème principal qui se pose aux historiens de l'Italie urbaine est celui de la brutale divergence de l'historiographie entre le Nord et le Sud: le Nord avait fourni un prototype, celui de la commune qui a conquis son indépendance, sa liberté face à l'Empire, tandis que les villes du Sud resteraient soumises à un État monarchique puissant et enchâssées dans une structure sociale et économique dominée par l'omniprésence, le poids économique et l'autorité politique d'une féodalité maîtresse du sol. Dans une perspective sur laquelle pesait trop lourdement l'opposition entre nord et sud héritée d'A. Gramsci, on en était venu à parler de blocage de la civilisation communale dans le Mezzogiorno. Les monographies consacrées dans ces deux ouvrages à l'autonomie urbaine dans l'espace méridional et à la relation entre la ville et son territoire permettent de préciser une chronologie plus complexe et de saisir les aspirations des cités à construire un «district». Ce territoire urbain ne s'étend pas seulement sur les domaines ruraux des citoyens et sur les fiefs soumis à la juridiction du capitaine royal de justice, mais il englobe des casaux, eux-mêmes «universités», communautés juridiquement reconnues et soumises à la domination politique de la ville qui exige d'eux des prestations militaires, fiscales et cérémonielles. Le problème se pose donc de l'identification entre le «district» méridional et le *contado* septentrional. De la réponse dépend la vision générale de l'histoire italienne, réunifiée ou dissociée, et encore d'une histoire méridionale qui ne serait ni une «anomalie» ni une «analogie».

L'idée d'une conquête tardive de l'autonomie par les villes du Mezzogiorno est d'abord écartée: la continuité urbaine, depuis l'Antiquité, Byzance et l'Islam en Sicile, consolide des groupes consistants de notables, propriétaires terriens, notaires, dont les aspirations à la liberté sont anciennes, depuis les mouvements apuliens du XI^e siècle et la Grande charte des libertés de Troia (1127). L'indépendance des villes campaniennes (Gaète, Naples, Amalfi) dure jusqu'à leur reddition aux Normands, et elle reste revendiquée quand la faiblesse de la monarchie en offre l'occasion, sous Tancrede et pendant les premières années du règne de Frédéric II. En 1282, c'est un mouvement fédéraliste qui anime la Sicile et qui a des échos lointains. La monarchie réprime sans doute les usurpations «illicites», mais elle a besoin des organismes communaux pour servir de relais, comme elle utilise les comtes, ombre portée du pouvoir royal. Le XIV^e et le XV^e siècle verront partout s'établir la commune de syndicat, à la gestion démocratique (un grand nombre de familles sont engagées dans le gouvernement communal, artisans et laboureurs y ont des fonctions garanties) et bien contrôlée par les officiers royaux, capitaines de justice.

La construction du territoire donne le rythme et les modèles des ambitions urbaines: en 1194 Messine obtient d'Henri VI un «district» qui va de Patti aux portes de Syracuse et soumet à l'autorité de la cité du détroit des «terres» (bourgs fortifiés), Milazzo, Monforte, Taormine, Catane, Lentini, et plus d'une centaine de casaux; la monarchie restaurée oubliera vite le «district», mais Messine le revendiquera avec patience et obtiendra la consolidation, au XV^e siècle, de son autorité sur l'espace des Péloritaines. Dans la partie continentale du royaume, L'Aquila, Atri, Bari, Capoue, Cosenza, Lecce, Salerne, Sorrente offrent des exemples de territoires vastes (416 km² pour Capoue) et le plus souvent peuplés d'un habitat intercalaire (pas moins de 85 casaux pour Cosenza, 68 pour Aversa, 44 pour Capoue, une quarantaine pour Naples). L'action militaire montre que le modèle de la cité-État n'est pas loin: en 1254, Messine ruine Taormine, comme en 1207 Naples avait rasé Cumes et transporté dans ses églises les reliques de la ville ruinée. Cet «inurbamento» forcé donne la mesure de la vitalité communale et souligne la nécessité d'une surveillance constante pour le pouvoir royal, lui-même grand constructeur de nouvelles villes et destructeur de cités rebelles (Bari en 1156, Piazza et Butera en 1161).

La conscience territoriale, étudiée avec soin, traduit l'originalité du Mezzogiorno: elle ne naît pas toujours de la mise en place du «district», mais elle permet aussi l'émergence même de certaines cités. Atri, en 1251, L'Aquila, en 1254, sont le fruit réussi de synoecismes, de fusions volontaires d'habitats mineurs, et Valva, en Abruzze, reste une commune sans centre urbain, comme Aci en Sicile, «terre» composée de casaux; au contraire, d'autres villes, fondées, plus classiquement, de manière autoritaire, Altamura, Cittaducale, ont partiellement échoué à réunir les habitants des «terres» voisines. À l'intérieur du «district», la conscience territoriale se cristallise quelquefois en une «université» de la *foria* (la part agrégée à la ville, à Capoue, à Salerne), qui gère l'estime et la répartition du poids fiscal, mais, ailleurs, elle n'étouffe pas les communautés qui revendiquent l'égalité fiscale, l'égalité des droits ou la pleine souveraineté. La variété des politiques urbaines à l'égard du territoire, infinie, explique en effet la diversité des doléances: à Cosenza, les habitants des casaux sont appelés à participer au gouvernement urbain; à Lecce, une partie des casaux est «incorporée» à la cité: ces casaux *de corpore* constituent des aires suburbaines privilégiées. D'autres «universités» réclament et obtiennent leur détachement, Massa Lubrense se sépare de Sorrente et les casaux de L'Aquila se donnent à des seigneurs ou tentent des formes d'autonomie et se liguent contre la ville. Il peut en résulter un remodelage de l'habitat: dans la vallée de Lucera, au sud du Vésuve, une quarantaine de casaux se regrou-

pent en sept «universités».

Il manque sans doute, dans ces deux ouvrages, une analyse d'ensemble de la formation économique dominante, le *latifondo*, qui permettrait de distinguer, entre les casaux, les centres de gestion des entreprises seigneuriales et les villages. Mais on perçoit une double évolution: tandis que les habitats permanents connaissent, au XIII^e et au XIV^e siècle, un mouvement d'abandon, les maîtres du sol entreprennent d'établir les bases d'une recolonisation: châteaux, moulins, auberges rurales (*fondaci*) préparent la fondation de nouvelles «terres», bourgs féodaux détachés du territoire urbain.

Les conclusions du premier ouvrage suggèrent un retour d'expérience sur l'étude du *contado* septentrional à la fin du Moyen Âge: la seigneurie urbaine (comme celle des Chiaramonte à Palerme) consolide un embryon d'État régional; les pouvoirs urbains voient réduire leur voilure. Mais on ne se contente plus d'appliquer au Mezzogiorno les recettes des historiens du nord: c'est à une typologie générale des relations entre les villes principales, leurs territoires et leur environnement de villes moyennes et de villages envisageant les diverses régions de l'Italie, la Provence et la France méridionale, et la Péninsule ibérique, adossée à des concepts nouveaux, comme celui de «macromunicipe» appliqué avec succès à l'analyse de Barcelone, que convie la recherche.

Henri Bresc